

Nouveaux Cahiers du socialisme

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

Socialisme et indépendance : une association à revoir ?

Yves Rochon

Number 24, Fall 2020

La question nationale revisitée. Enjeux, stratégies, convergences

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/94049ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (print)

1918-4670 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Rochon, Y. (2020). Socialisme et indépendance : une association à revoir ?
Nouveaux Cahiers du socialisme, (24), 149–154.

Socialisme et indépendance : une association à revoir ?

Yves Rochon

Travailleur communautaire et syndicaliste retraité

Il y a aujourd'hui dans la gauche québécoise une minorité de personnes qui doute des possibilités de réussite de la stratégie dite de « socialisme et indépendance » qui prévaut depuis maintenant une bonne quarantaine d'années. Je suis une de ces personnes depuis longtemps¹. Comme la mise en application de cette stratégie me semble à l'heure actuelle dans une sorte de pause involontaire (tout comme beaucoup d'autres stratégies de la gauche, par ailleurs), je suggère d'en profiter pour tenir une réflexion un peu à contre-courant, en posant la question suivante : que risque-t-il de se passer concrètement dans l'éventualité où le Québec deviendrait un pays d'ici quinze ou vingt ans, histoire de nous en tenir à un horizon un tant soit peu prévisible ?

Rêver en couleurs

Commençons par examiner la séquence des événements projetés dans le programme de Québec solidaire (QS), qui est devenu au fil du temps le véhicule politique commun des personnes qui adhèrent à ce projet de socialisme et indépendance.

1 Comme les écrits qui argumentent contre ce projet de socialisme et indépendance sont plutôt rares, sauf évidemment ceux en provenance d'anti-socialistes, je me permets de mentionner ceux de Charles Gagnon. Bien que décédé en 2005, il avait suffisamment été confronté à ces questions pour sentir le besoin d'y réfléchir et d'en parler, notamment dans les deux livres suivants : *À la croisée des siècles*, publié à titre posthume chez Écosociété en 2015, ainsi que *Le référendum, un syndrome québécois*, aux Éditions de la Pleine lune, en 1995. Quelques-uns de ses écrits sur le sujet se trouvent également sur le site Internet des NCS, à l'onglet Questions nationales : <www.cahiersdusocialisme.org>.

Si tout va bien, un gouvernement majoritaire de QS serait élu sur la base d'un programme social-démocrate vigoureux, accompagné d'un engagement à tenir un référendum durant son premier mandat, portant à la fois sur l'indépendance du Québec et sur un projet de constitution issu d'une assemblée citoyenne mise sur pied à cet effet.

Supposons que lors de ce référendum sur le sujet spécifique de la création éventuelle du nouveau pays, le Oui l'emporte avec 55 % des voix, dans le meilleur des cas. Car on a beau imaginer que l'argumentation aura été bien structurée, il y a des limites, me semble-t-il, à croire que de larges segments des communautés autochtones, anglophones et immigrantes vont acquiescer à pareil changement politique, non plus que bon nombre de francophones « de souche » qui trouvent actuellement leur compte dans le fonctionnement du Canada, que ce soit pour des raisons économiques ou autres. On a donc beau convenir que certaines choses ont changé depuis 25 ans et qu'elles changeront encore durant les années à venir, il serait fort étonnant qu'elles changent au point que l'appui à un mandat de créer un État indépendant dépasse de 6 % le résultat de 1995.

Supposons tout de même que, malgré ces obstacles, une majorité simple adopte le projet et que QS aille de l'avant en déclarant le Québec pays souverain. Supposons même que les négociations avec les gouvernements des autres instances au Canada se déroulent bien. Que plusieurs personnes des autres provinces et territoires, ainsi que leurs dirigeants économiques et politiques, voient là l'occasion de profiter eux-mêmes davantage de cette mondialisation toujours alors en place, notamment de ces traités de libre-échange nord-américain et européens qui font en sorte que les frontières ne veulent plus dire grand-chose, de toute manière... sauf lorsque vient le temps de choisir quels seront nos immigrants et immigrantes *cheap labor*. L'Alberta et l'Ontario décident donc de suivre l'exemple du Québec et de se constituer en pays à part entière. Les provinces maritimes, quant à elles, de devenir des États américains, ce qui a comme effet que même les élites des États-Unis trouvent leur compte à pareille réorganisation juridique du territoire au nord du 45^e parallèle. Imaginons donc que contrairement aux appréhensions d'une bonne partie des partisans et partisans actuels de la mouvance indépendantiste québécoise, y compris sa faction de gauche, les pressions venant de l'extérieur pour revenir aux frontières antérieures soient minimales.

Se réveiller avec un mal de bloc

Qu'arriverait-il ensuite ? Il est probable que les problèmes se poseraient, dans un laps de temps très court, non pas à l'extérieur de ce nouveau pays du Kébec, mais à l'intérieur même de ses frontières. Sans tomber dans la science-fiction politique, on pourrait s'attendre à plusieurs fractures.

Des régions comme l'Outaouais et le Pontiac pourraient réclamer de fusionner avec l'Ontario. L'ouest de Montréal pourrait suivre cette voie, bien que cela ne soit pas réaliste sur le plan géographique. Des mouvements anti-indépendance s'activeraient à saboter le fonctionnement des nouvelles institutions. Il se peut même que des groupes plus récalcitrants posent des actes violents. Des nations autochtones décideraient de faire sécession sur les territoires qu'elles considèrent comme les leurs, par exemple en Mauricie ou sur la Côte-Nord. Comme le discours officiel de QS a endossé le droit à l'autodétermination pour ces nations, le Parti se retrouverait entre l'arbre et l'écorce, c'est le cas de le dire. On ne serait alors plus dans les débats théoriques sur les nations, mais dans le concret des tensions souvent dramatiques que cet enjeu de chambardement de structures juridiques a suscitées ailleurs dans le monde, y compris entre des gens partageant des vues et des projets sociaux communs... comme le socialisme.

À ce sujet, imaginons maintenant comment se comporterait, en pareille période de turbulences, la base socialiste de QS, celles et ceux pour qui l'indépendance était d'abord vue comme une occasion de passer à l'action sur le terrain économique, avec tous les instruments constitutionnels en main pour le faire. Imaginons que cette base réussisse à convaincre le gouvernement de QS de favoriser l'économie sociale et régionale, de nationaliser de nouveaux services publics et d'y améliorer les conditions de travail, ainsi que celles qui prévalent dans le secteur privé. Plusieurs de ces mesures provoqueraient inévitablement des tiraillements entre diverses classes sociales, ainsi qu'à l'intérieur de ces classes elles-mêmes. Au Québec, une bonne partie de la classe ouvrière profite du capitalisme, pas mal plus qu'elle ne le fait en Inde, par exemple. Cela se compliquerait encore plus le jour où il serait question de toucher des secteurs d'activité où des sociétés transnationales sont les maîtres du jeu. Il faut s'attendre à des menaces de fermeture et de délocalisation, s'il était par exemple question d'une fiscalité équitable ou d'une réglementation qui protégerait davantage les droits des travailleurs et travailleuses. On peut prévoir le même écueil concernant les contraintes écologiques. Même si un gouvernement solidaire décidait de nationaliser certains secteurs particulièrement polluants, comme le transport aérien ou le transport routier, il lui sera difficile d'en réduire les effets néfastes s'il ne peut rien changer à ce qui précède ni à ce qui suit leur chaîne d'activités. S'il veut réduire les importations de produits manufacturés et leur transport par conteneurs, choisira-t-il de ramener les salaires de la main-d'œuvre québécoise au niveau de ceux de la main-d'œuvre chinoise et mexicaine, ou triplera-t-il le prix des masques antivirus et des iPad dorénavant produits sur le territoire québécois ? Bref, créer un nouveau pays ne va pas changer le monde par enchantement...

Sur le plan des enjeux internationaux, le programme de QS est encore là plein de bonnes intentions, mais qu'est-ce qu'un vote proprement québécois aux Nations unies,

à l'OCDE, au FMI² ou au G20 pourrait changer aux orientations qui y prévalent, notamment sur les paradis fiscaux, sur le respect de l'Accord de Paris en matière de changements climatiques ou sur l'arrêt de la colonisation israélienne en Palestine, pour ne prendre que ces exemples ?

On discerne donc rapidement les obstacles qui s'érigeront contre la mise en œuvre des mesures socialistes et écologiques du programme de QS à l'intérieur du nouvel État. Même si celui-ci détiendra juridiquement tous les pouvoirs, il sera dans les faits tout aussi limité dans ses mouvements qu'à l'heure actuelle en raison du cadre capitaliste mondial dans lequel il continuera de s'inscrire. Aux tentatives de sabotage par des personnes qui étaient contre cette décision de créer un nouveau pays s'ajoutera alors la frustration d'une partie de celles qui l'avaient appuyée, en espérant que cela puisse affaiblir le capitalisme mondial, y provoquer une faille dans ce qu'elles percevaient comme étant son point faible majeur : la Confédération canadienne ! Il deviendra alors évident qu'indépendance et socialisme ne sont pas indissociables, qu'on peut très bien disposer d'un État au XXI^e siècle, même dirigé par des gens bien intentionnés en matière de politiques sociales et environnementales, et se retrouver incapables de modifier l'essentiel des règles du capitalisme.

Qu'arrivera-t-il alors si pareilles divisions s'accumulent à l'intérieur de la société québécoise ? En se référant à des situations semblables qui se sont produites ailleurs dans le monde, on peut évoquer au moins deux possibilités. La plus dramatique serait l'enlèvement dans la violence. La moins dramatique serait que le gouvernement de QS soit battu lors de l'élection subséquente par un parti politique plus rassurant, moins aventurier, donc très conservateur, sinon d'extrême droite, et pour qui la décision de maintenir ou non l'existence du nouvel État autonome québécois ne serait prise qu'en fonction d'un seul critère : quelle est la voie la plus directe pour rétablir un climat social propice au capitalisme ?

Se concentrer sur les gestes urgents à poser

C'est ici qu'on en vient à la question cruciale, me semble-t-il, à laquelle doivent répondre les personnes qui, au Québec, défendent actuellement l'option socialisme et indépendance. De deux choses l'une. Ou bien la création, sur cette planète, de plusieurs nouveaux pays, plus petits et davantage centrés sur une culture particulière constitue le chemin le plus sûr pour favoriser le règlement des problèmes causés par le capitalisme depuis deux siècles ; il presse alors, si tel est le cas, de lancer un appel aux quelque 1250 regroupements d'humains – qu'on les appelle nations, nationalités, ou autres termes du genre – ayant des caractéristiques culturelles communes, pour

2 OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques ; FMI : Fonds monétaire international.

qu'ils se constituent en États à part entière le plus tôt possible. Ou bien cette stratégie de créer un nouveau pays comme prochain pas majeur pour affaiblir le capitalisme mondial est propre aux socialistes du Québec, parce que cela nous permettrait d'exercer une sorte de leadership planétaire sur les enjeux de notre époque, de provoquer des changements que les socialistes ailleurs dans le monde n'arrivent pas à provoquer (malgré le fait qu'ils aient leur propre pays). Autrement dit, de devenir le Cuba du XXI^e siècle, comme le rêvait Che Guevara !

Si je comprends bien la démarche du mouvement québécois socialisme et indépendance, c'est plutôt la deuxième approche qui prévaut depuis quarante ans. Je n'insisterai donc pas sur la première stratégie, celle de la multiplication de nouveaux pays à travers le monde. D'ailleurs, à mon avis, elle n'aurait aucune chance de réussite pour se débarrasser du capitalisme, car celui-ci a amplement fait la preuve qu'il pouvait s'accommoder de petits pays, souvent plus faciles à manipuler de nos jours par les sociétés transnationales, véritables pivots de ce système. Que l'humanité en vienne, dans 100 ans, à ce foisonnement de petits pays, si elle existe encore et si le socialisme y a été instauré à une grande échelle et sur des bases plus solides que lors des tentatives passées, bien lui en fasse ; je laisse quant à moi ce genre de décisions à la discrétion des générations futures. Tout comme ce n'est pas moi qui me battrais, en 2020, pour que soit recréée une fédération canadienne *coast to coast*, si les générations précédentes avaient choisi en majorité de se constituer en pays autonome, que ce soit en 1837, en 1980 ou en 1995.

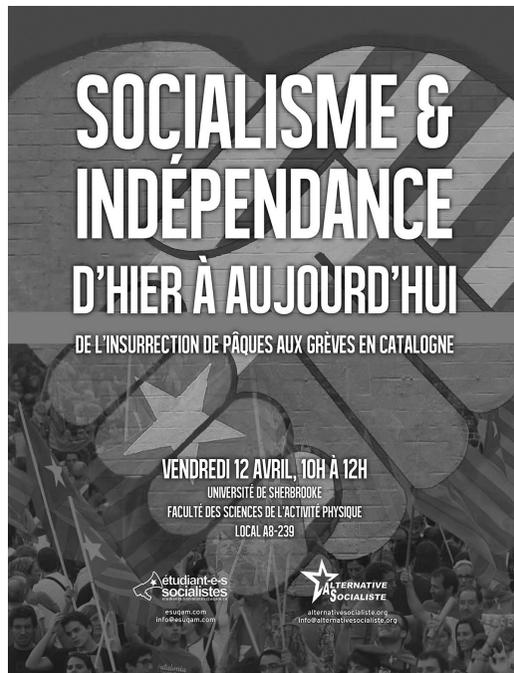
Mais cela ne s'est pas produit, et il me semble clair que l'on doit poser d'autres questions beaucoup plus urgentes aujourd'hui, pour deux raisons. La première, c'est que le motif originnaire pour constituer ce nouveau pays québécois en était un de protection culturelle : nous souhaitions conserver et développer nos particularités culturelles, et cela sans devoir vivre au bas de l'échelle sociale, comme ce fut le cas durant toute la phase d'industrialisation de l'Amérique du Nord, alors que les Canadiens français étaient des *nègres blancs d'Amérique*, selon la formule devenue célèbre. Or l'histoire des soixante dernières années a démontré que ces objectifs pouvaient être atteints sans pour autant créer un nouveau pays, juridiquement parlant.

La deuxième raison qui rend ce projet de pays non pertinent dans l'immédiat, c'est que les problèmes communs qui se posent aux générations futures, québécoises ou autres sur cette planète, ne seront pas résolus par chaque pays isolément ; cela me semble évident après les diverses et nombreuses tentatives du dernier siècle. Je veux bien prôner la « démondialisation » et « l'instauration de communs », termes à la mode actuellement pour remplacer « autogestion » et « communisme », trop associés aux échecs de générations précédentes, mais l'atteinte concrète de ces objectifs passera surtout par une concertation mondiale des forces qui souhaitent le remplacement du capitalisme. Car, qu'on le veuille ou non, et que la montagne nous semble

trop haute ou non, nous n’y arriverons pas sans affronter l’ennemi sur son terrain, face à face. Ensuite, nos descendantes et nos descendants organiseront bien les frontières comme ils le voudront, s’ils jugent bon d’en conserver.

Pour ne pas conclure

En résumé, cette option de socialisme et indépendance du Québec présente deux défauts majeurs, qui semblent bizarrement s’accroître avec les années : elle manque de réalisme politique et elle manque de modestie. Continuer à la mettre en œuvre risque de mener au mieux à une perte de temps, au pire à ajouter le Québec aux régions du monde embourbées dans des conflits internes aigus. Pendant que le capital continuera son petit bonhomme de chemin, broyant tout sur son passage...



Graphiste : Stéphane Dumais